L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, no 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI 21 MARS 1879.

LA PÉRIODE CRÉATRICE EN FRANCE.

En prenant la présidence de la commission du budget de 1880, M. Brisson a prononcé le discours suivant :

Messieurs et chers collègues,

Je suis profondément touché du grand honneur que vous venez de me faire. Je le dois surtout à l'ancienne amitié qui me lie à la plupart d'entre vous. Je le dois aussi à la bonne volonté de tous ; il n'est d'appui plus précieux.

En prenant possession de la présidence de la Chambre, mon éminent prédécesseur disait que la République allait entrer dans la "période organique." "N'effrayons pas, disait-il, quand des bataillons livrés pour assurer le maintien de la République. Ces luttes n'ont pas été stériles, puisqu'elles nous ont donné, la forme de gouvernement qui convient aux besoins démocratiques de ceux pour qui nous libres. Une autre tâche, nous invite Messieurs, n'impose maintenant aux représentants de la nation.

La commission du budget est l'un des outils les plus importants de ce travail nouveau qui doit porter sur des choses très sérieuses et très sérieuses de la France. Déjà vos devanciers vous ont tracé la voie. Ils n'ont rien compromis, puisque les trois budgets préparés par eux et rédigés par la Chambre des députés ne sont pas encore soldés. Ils ne se sont pas contentés de voter des économies, ils ont voté des économies durables. Ils ne se sont pas contentés de réclamer la réforme, puisqu'ils n'ont pas laissé passer une année sans alléger les contribuables d'une partie de leur fardeau. 7 milliard et demi en 1878, 29 millions en 1877, plus de 28 en 1878, soit au total, 63 millions et demi, voilà le chiffre des dégrèvements opérés par les trois dernières commissions du budget. La réforme postale et télégraphique porte même à 80 millions ses avantages faits aux contribuables. Cependant, les recettes de l'Etat se sont accrues ; elles permettront à M. le ministre des finances de proposer un nouveau dégrèvement dont doivent surtout profiter les patentes.

Le plus grand nombre de vous, messieurs, a pris part à l'œuvre de ces trois années. Vous persévérerez certainement dans cet esprit de sage et discrète innovation. Nous ne pouvons, en effet, la sollicitude que nous devons aux populations vaillantes qui portent le poids des fautes de l'empire, ni notre devoir vis-à-vis de l'Etat.

Notre avenir, nos écoles, toutes les institutions qui nous sont chères, la République elle-même, la prospérité et la grandeur de la France sont intéressées au bon ordre de nos finances et à la solidité de notre crédit. La désorganiser n'le constituent de sa responsabilité, tout comme elle a l'orgueil de la victoire.

Grâce aux derniers télégraphes, le Parlement et le gouvernement sont plus unis que jamais. Le premier magistrat de la République et les ministres obéissent aux mêmes inspirations que les représentants de la nation. Cette heureuse situation et les travaux consciencieux de nos prédécesseurs nous permettront peut-être de presser l'étude du budget de 1880, sans faillir à notre mission de contrôle et tout en accordant à aux questions qui nous sont soumises le mûr examen qu'elles comportent.

Je vous invite, messieurs, à vouloir bien former les sous-commissions entre lesquelles vous avez pour habitude de distribuer nos dossiers.

Il est grand temps que cette période créatrice commence, car nous lisons dans le *Temps* du 1er mars :

La Chambre n'a abordé la discussion de la loi d'état-major que pour décider qu'elle ne la discuterait pas ou du moins qu'elle remettait l'affaire à un mois. Un mois de plus ou de moins, quand on attend, comme Laban, depuis 7 années, ce n'est pas trop. Mais que fera-t-on de ce mois-là ? Sera-t-on plus avancé quand on aura un bout ? La question sera-t-elle sortie davantage de l'ère des controverses ? Rien ne permet de le supposer, au contraire.

.....

Quelle leçon que l'histoire de nos variations en matière militaire depuis huit à neuf ans ! Et quel triomphe pour M. Thiers, s'il vivait encore ! En nous montrant nos cadres appauvris, notre législation dans l'attente, notre administration incertaine, et le puissant mobile de l'esprit de corps à peu près disparu, comme il nous opposerait la vieille armée et l'organisation de 1832 ! Et il en aurait le droit ! N'est-ce pas cette armée qui a pris Sébastopol, après une campagne des plus pénibles ? N'est-ce pas elle encore qui a sauvé en 1859, malgré les négligences, le favoritisme et les fautes de l'empire qui commençaient déjà à se faire sentir ?

.....

Il faut jeter à l'eau, comme nous le disions tout à l'heure, les inspirations plus ou moins ingénieuses dont la paix et nous sommes encombrés depuis huit ans, semblables à des *praxicums* qui expérimenteraient à loisir *in anima vili*. Cette dame, c'est la France, qui, si quelque crise extérieure survenait, demanderait compte à qui de droit de son organisation militaire inachevée et des années de pays dont on n'aurait pas su mettre à profit le délai providentiel. Qu'importent désormais les objectifs accessoires, à plus ou moins lointaine échéance ? Qu'importe que l'artillerie entre ses mains devienne ou ne devienne pas une école de commandement ? L'essentiel est d'avoir un état-major ; que la guerre soit bien préparée, que les ordres soient bien donnés, bien transmis, bien assurés, que les corps soient alertes et, où il faut qu'ils soient, qu'ils y trouvent vivres et munitions, que l'on sache où est l'ennemi, en quel point et en quelle force ; que demande de plus l'armée ?

Ce que le *Temps* dit de l'armée, on peut le dire des autres grandes réformes que les luttes politiques ont fait rester en suspens. Il est temps que la république française entre dans la période organique et créatrice.

Le cautère est venu, manque vos fluxions.

L'INCIDENT BOUVIER.

Le 3 mars, à la Chambre des députés de Versailles, l'incident surgeait s'est produit dans la discussion sur la préfecture de police qui a abouti à la démission de M. de Marcère :

M. le président.—M. Bouvier a la parole pour un fait personnel.

M. Bouvier.—Si pénible qu'il me soit d'introduire dans un débat politique un incident personnel, la Chambre comprendra que je sois amené à cette tribune par une haute considération.

Il y a trois années, à cette tribune, on a prononcé contre moi une imputation odieuse et outrageante (Approbations à gauche) sous forme d'une demande de poursuites présentée par M. de Lorgeril. Je vous ai traité de calomnie pas remplacer sous les yeux de la Chambre.

M. le ministre, qui pouvait comprendre les tortures qu'inflige à un honnête homme une accusation infâme, n'a pas trouvé un mot pour vous dire la conviction qu'avait fait naître dans son esprit le travail de la commission d'enquête. (Approbations à gauche.)

Mais les membres ont écrit une lettre dans laquelle ils déclarent que dans cette affaire il y avait eu un parti pris de la police.

Une déclaration aussi laconique peut satisfaire des esprits non prévenus, mais elle peut ne pas suffire à quelques-uns qui le sont.

J'ai donc le droit d'appeler à cette tribune des constatations faites par la commission d'enquête... (Mouvements divers.)

M. Tirard.—Si la pièce que je vous ai remise est celle que vous voulez lire, je n'oserais pas cette lecture.

M. Bouvier.—Je la lirai, car vous m'avez autorisé à la publier, et elle est l'expression de la vérité. (Rumeurs prolongées.)

M. Tirard.—Je demande la parole. (Mouvement prolongé.)

M. le président. Le question, portée à la tribune, et qui met en cause l'honorable longuement attendue, (Approbations prolongés à gauche et au centre.) soulève toutefois un incident sur lequel il faut que la Chambre statue : le document, qu'on veut lire aujourd'hui n'était pas destiné à la publicité de la tribune, bien que destiné peut-être, ce que je ne sais pas, à une publicité extérieure au Parlement ; il m'incombe donc de savoir quelles réserves entraîne faire celui dont la signature a été mise au bas de ce document. (Très bien ! très bien !)

En conséquence, avant que la Chambre statue sur la lecture, je demande à M. Bouvier de consentir à ce que M. Tirard exprime ses réserves. (Approbations.) Je recommande à la Chambre le plus grand calme, si légitimes que soient les griefs.

M. Tirard. Lorsque M. le ministre de l'intérieur me fit l'honneur de m'appeler dans la commission d'enquête, j'ignorais cette profonde répugnance à accepter, d'abord parce que des investigations de cette nature n'impliquent absolument de notre part aucune solidarité, parce qu'elle ne connaît en aucune façon le jugement de police.

Cependant, après mûres réflexions, je ne crus pas devoir refuser le service qu'on me demandait. Il y avait à cela une raison déterminante. Je me rappelai que le jour où le gouvernement demanda l'autorisation de poursuivre M. Bouvier, c'est moi qui, le premier, proclamai contre les communications qui avaient été faites par la police à un journal.

Il m'écrivait n'avait pas besoin de protester, j'étais convaincu de la pureté de la conscience d'un honnête homme qui était sortie meurtrie par la déposition d'un de ses subalternes. (Applaudissements à gauche.) Je pensais que je pourrais rendre à la commission d'enquête l'opinion de faire la lumière, et, comme il l'a jugeait de l'honneur d'un collègue absent à cette (Applaudissements à gauche), je n'ai pas pu devoir refuser de faire partie de la commission. (Très bien ! très bien!)

Mes scrupules a été faits. Je n'ai pas refusé à M. Bouvier la preuve qu'il m'a demandée ; je lui ai donc communiqué un compte rendu fidèle, fait par moi, sinon par tous mes collègues de la commission, sauf les deux membres de l'extrême gauche à qui une réserve particulière était commandée.

J'avais proposé à M. Bouvier que je montrerais à la Chambre pour lui apprécier ce dont il n'avait pas besoin (Approbations), une conclusion d'honneur et de réhabilitation. (Vifs applaudissements à gauche et au centre). J'avais demandé à M. Bouvier de ne pas lire ce document devant la Chambre, parce que je n'avais pas l'autorisation de mes collègues. (Très-bien ! très-bien !) M. Bouvier veut-il encore le lire ? Veut-il que je donne le détail de cette affaire ? (Non ! non !)

Je le dirai avec la conscience d'un honnête homme dont la vie a été tout de travail et de probité : M. Bouvier est digne de notre estime à tous ! (Nouveaux applaudissements.)

M. Bouvier.—Je demande la parole.

M. le président. Le question, portée à la tribune, et qui met en cause l'honorable longuement attendue, (Approbations prolongés à gauche et au centre.) soulève toutefois un incident sur lequel il faut que la Chambre statue : le document, qu'on veut lire aujourd'hui n'était pas destiné à la publicité de la tribune, bien que destiné peut-être, ce que je ne sais pas, à une publicité extérieure au Parlement ; il m'incombe donc de savoir quelles réserves entraîne faire celui dont la signature a été mise au bas de ce document. (Très bien ! très bien !)

En conséquence, avant que la Chambre statue sur la lecture, je demande à M. Bouvier de consentir à ce que M. Tirard exprime ses réserves. (Approbations.) Je recommande à la Chambre le plus grand calme, si légitimes que soient les griefs.

M. Tirard. Lorsque M. le ministre de l'intérieur me fit l'honneur de m'appeler dans la commission d'enquête, j'ignorais cette profonde répugnance à accepter, d'abord parce que des investigations de cette nature n'impliquent absolument de notre part aucune solidarité, parce qu'elle ne connaît en aucune façon le jugement de police.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle—Orléans, 21 mars.

—Temps couvert et pluvieux suivi d'un temps clair, vents chauds du sud passant à des vents plus froids du nord, suivis d'une hausse du baromètre.

Température du 20 mars 1879.

Thermomètre du C. Durande, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 h. du matin.....	54	12
Midi.....	66	20
3 P. M.....	72	22
6 P. M.....	66	20

Stations météorologiques.

Jeudi, 20 mars, 3 h. 45 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

Atlanta, Géo.....	72	Louisville, Ky.....	60
Augusta, Géo.....	72	Memphis, Tenn.....	66
Chattanooga, Tenn.....	68	Mobile, Ala.....	72
Cairo, Ill.....	62	Montgomery, Ala.....	72
Charleston, S. C.....	72	Nashville, Tenn.....	66
Cincinnati, O.....	62	New Orleans, La.....	72
Columbus, O.....	62	Pensacola, Fla.....	72
Galveston, Texas.....	72	Savannah, Géo.....	72
Indianapolis, Ind.....	62	Shreveport, La.....	72
Jacksonville, Fla.....	72	St. Louis, Mo.....	62
Key West, Fla.....	76	Vicksburg, Miss.....	72
La Grange, Ill.....	62	Wilmington, N. C.....	72
La Crosse, Wis.....	58	Yazoo City, Miss.....	72
Leavenworth, Kan.....	60		

Rapport des cent meilleures de l'étage moyen au plus bonnes.

Atlanta.....	5.11	Nashville, Tenn	11.00
Augusta, Ga.....	10.06	New Orleans*.....	6.30
Cairo, Ill.....	10.00	Pensacola.....	6.11
Chattanooga, Tenn.....	9.01	Pittsburgh, Pa.....	6.11
Cincinnati, O.....	8.01	Shreveport, La.....	6.22
Columbus, Ohio.....	8.00	Vicksburg, Miss.....	6.22
Galveston, Texas.....	5.00	Wilmington, N. C.....	6.22
Indianapolis, Ind.....	8.00	St. Louis, Mo.....	11.00
Jacksonville, Fla.....	6.01	Key West, Fla.....	4.00
Louisville, Ky.....	12.00	Yazoo City, Miss.....	10.00
Memphis, Tenn.....	11.00	Wilmington, N. C.....	6.22

*Les chiffres du niveau des hautes eaux de 1874.

T. T. VAN HEUVEL,
Sergent Signal Corps, U. S. A.

Mariages, naissances et décès inscrits au Bureau de Santé

Mariages—J. M. Lapeyrouse à Mlle Mary Dufour.

Naissances—M. Théâtre à Mlle Maud H. Becker. Thomas Hebrie à Mlle Ella Lee Fearing. Mme Bold à Mlle Josephine Booth. Walter Washington à Mlle Mary Harris. Antoine Masera à Mlle Louise Farnier. Wilbur A. Lozé à Mlle Louise M. D'Aunoy. Joseph F. D'Auterive à Mlle Aurelie Favre.

Naissances—Mme John Burke, un garçon. Mme Abraham J. Battiedge, un garçon.
" Chas. E. G. Le Breton, un garçon.
" F. Mayhew, un garçon.
" Jos. Mayhew, un garçon.
" John Miller, un garçon.
" P. Marcotte, un garçon.
" Thos. M. Gilmore, un garçon.
" Chas. F. Brown, une fille.
" C. H. Brown, un garçon.
" Basil Bonet, une fille.

Décès—Linda Adams, 26 ans.
Margaret Milan, 60 ans.
Mary Mary E. T. Young, 27 ans.
Thomas Kent, 45 ans.
Samuel J. Joseph, 2 mois.
John Davison, 78 ans.
Une fille de Mme Th. L. Neuberger, 7 jours.
Mary Byrne, 20 ans.
William H. Clark, 47 ans.
Camille Bailly, 45 ans.
Frederick W. Reinicke, 60 ans.
Joseph F. Ville, 9 mois.
Mme Louise Lemaire, 31 ans.
Mlle Therese Stephens, 34 ans.
John McGlothlin, 34 ans.
George Foster Klein, 39 ans.

Protestations en faveur de Mme Gaines.

—Les protestations que vient de rendre la cour de circuit des Etats-Unis entraînent le paiement des sommes suivantes :

Par Joseph Dangel, $1274 25, et les intérêts, à Mme Gaines ; $166 67 d'honoraires à M. Ernest Lebourin, maître des requêtes à la chancellerie ;

Par J. B. Jacquot, $1405, et les intérêts, à Mme Gaines ; $133 33 à M. Sabourin ;

Par Stanislas Weber, $1072 83, et les intérêts, à Mme Gaines : $100 à M. Sabourin ;

Par Emma Walton, $990 60, et les intérêts, à Mme Gaines : $100 à M. Sabourin ;

Par R. C. Cleburne, $385, et les intérêts, à Mme Gaines ; $75 à M. Sabourin ;

Par Aristide Carlon, $192 50, et les intérêts, à Mme Gaines ; $75 à M. Sabourin ;

Par Jean Frederic, $192 50, et les intérêts, à Mme Gaines ; $75 à M. Sabourin ;

Par Mme veuve J. Gallagher, $192 50, et les intérêts, à Mme Gaines ; $75 à M. Sabourin ;

Par J. C. Garbaroche, $1559 96, et les intérêts, à Mme Gaines ; $100 à M. Sabourin ;

Par Mme veuve J. A. Bienhaimb: $1060 60, et les intérêts, à Mme Gaines ; $133 33 à M. Sabourin ;

Par Jules Baudue, $2,445 85, et les intérêts, à Mme Gaines ; $100 à M. Sabourin ;

Par Mme F. J. Baudue, $2520, et les intérêts, à Mme Gaines ; $100 à M. Sabourin ;

Par Joseph Dubuc, $2308.05, et les intérêts, à Mme Gaines ; $100 à M. Sabourin ;

Par John Hoey, $8159.65, et les intérêts, à Mme Gaines ; $166.67 à M. Sabourin ;

Par Mme veuve Pierre Cop, $1084.40, et les intérêts, à Mme Gaines ; $133.33 à M. Sabourin ;

Par J. C. Pellafer, $1659.33, et les intérêts, à Mme Gaines ; $166.67 à M. Sabourin.

Paragraphes.—Le bureau de conversion siégera aujourd'hui, à midi.

—L'administrateur du département des améliorations recevra, de Galveston, une nouvelle lampe parisienne, qui sert à creuser les fossés, et dont les juges en semblable matière parlent très avantageusement.

—Les représentants du parti républicain, par l'entremise de M. Eugène Staës, rendent hommage à la courtoisie et à l'impartialité de M. Charles Cavaroc, préposé à l'inscription des électeurs de la paroisse d'Orléans.

M. Kennedy, président du State National Bank, agent fiscal, dit que les directeurs ont été forcés d'adopter la mesure qu'a annoncée M. Dupuy caissier ; ils y ont été forcés, parce qu'il leur était impossible de maintenir le crédit de l'Etat d'une manière satisfaisante.

—La salle que doit occuper le juge Woods est presque achevée.

—M. J. L. Nevers, marchand de bois de construction de notre ville, a inventé un moteur de navires. Il en a fait l'essai en présence des MM. Shakspeare, propriétaires de la grande fonderie, et de M. Bell, ingénieur civil de la municipalité. On loue la simplicité de l'appareil, et on en attend d'excellents résultats.

—Les agents fédéraux poursuivent aujourd'hui ceux qui font le commerce des tabacs en feuille.

—Le gouverneur a nommé M. F. S. Caro juge de paix du troisième ward de la paroisse Plaquemines, en remplacement de M. J. Fontenot, démissionnaire.

—M. Cavanac a transféré ses bureaux, du coin des rues Union et Carondelet, au Capitole.

—M. Rogers a introduit dans les écoles publiques de la ville le système connu ici sous le nom Kindergarten, et, en France, sous le nom d'asiles. Le succès du système dans les institutions particulières a engagé le surintendant à en faire l'essai dans celles dont la direction lui est confiée.

—Il a été encaissé, à la sous-trésorerie, depuis le dernier rapport, $22,763 31, dont $1,525 provenant du département du revenu intérieur, 287 66, en paquets pour droits, $2,186, en billets, pour droits, $4,200 provenant du bureau de poste, $14,559 65 de différentes sources.

—Les injonctions empêchent le trésorier de l'Etat de payer les mandats de 1874, 1875, 1876, et l'obligent à le payer que ceux qui sont émis pour les salaires des fonctionnaires élus ou désignés en vertu de la constitution.

—Le compagnie Morgan a ordonné, à New-York, la construction d'un steamer qui sera le service entre New-York et la Nlle-Orléans, aura trois cent trente pieds de long, quarante-un de large, trois ponts, et pourra transporter un haut mille balles de coton ; ce sera l'un des plus grands qui aient jamais entré dans notre port. On pense qu'il franchira, en six jours, la distance qui nous sépare de la ville impériale. Il sera le sixième de la ligne qui doit aller de New-York à la Nlle-Orléans en cinquante, et il coûtera trois cent mille dollars.

—La compagnie le fait construire en vue de l'accroissement de commerce qui suivra l'établissement prochain de communications entre la Nlle-Orléans et Houston, au Texas.

—La demande d'appel à la cour suprême, faite au nom de la succession H. Corderille, relativement au décret qui nomme MM. Thomas Layton, C. E. Girardey et Jacob C. Morris liquidateurs de la banque du Sud, a été plaidée, hier matin, devant le juge Houston, qui donnera une décision ce matin.

Incendies.—Le feu s'est déclaré, hier matin, vers sept heures, au No 102 de la rue du Canal, entre les rues St-Charles et Camp, appartenant au Crédit Mobilier de France, et occupé par l'association d'assurance de la Nouvelle Orléans, la banque Germania Nationale et M. D. Webster, représentant de l'agence E. G. Dun. La partie supérieure de la bâtisse a été détruite. Grâce à des pertes, ce qui ne trouvait dans la banque n'a pas été avarié par l'eau versant du haut.—Un magasin adjacent, occupé par MM. Elkin & Cie.—marchands de tapis, a été avarié. Les réparations contenant environ cinq mille piastres.—La perte totale est d'une vingtaine de mille dollars, elle est couverte par une assurance.

—D'après heures auparavant, un incendie s'était déclaré dans la cuisine, au bain, à Algue, de la maison No 312 de la rue St-Louis, entre les rues Derbigny et Roman, et, après avoir consumé la cuisine et la véranda, avait dévoré le dernier obstacle à la Loge Française No 46.

—Les écoutilles du navire "Ardenies" à bord duquel il y a eu un incendie récommencé, ont été relevées hier, et ont permis de constater les avaries sur une partie de la cargaison. Un nommé Mike Huggins qui est descendu vers trois heures de l'après-midi, dans la cale, en a été retiré dans un état d'insensibilité causé par l'acide carbolique qu'il y a aspiré. Le médecin qui lui prodigue ses soins, a quelque espoir de lui sauver la vie.

Accident.—Hier, vers quatre heures de relevée, la voiture de M. Joseph Hertzpiter a été renversée et mise en pièces par la locomotive d'un convoi du chemin de fer du nouveau lac. L'accident a eu lieu à l'intersection de l'Avenue Carrollton et de la rue du Canal. M. Hertzpiter est sorti indemne de cette épreuve, mais son cocher a éprouvé d'assez graves contusions.

Les dépêcheurs du New Orleans Savings Institution.

Hier soir, au Gruneval Hall, M. John B. Laffite présidait la meeting en l'absence du Dr Hoyt, et M. W. L. Hodgson remplissait les fonctions de secrétaire.

Le comité des experts—MM. T. S. Sorrill, Horace E. Hardy et W. L. Hodgson—a présenté le

Rapport sur l'état du New Orleans Savings Institution le 20 mars 1879 :

Passif.

Dû aux déposants.....	$1,266,000 00
Dû sur les dividendes de 13e pour cent, non réclamés.....	26,000 00
	$1,492,000 00

Actif.

Rente première hypothèque, 8 pour cent, 5 ans échéance, $50,000 00	$ 20,000 00	
Certificats de la Louisiane, consolidés, $10,000.....	5,000 00	
Certificats de la Louisiane, consolidés, $10,000.....	5,000 00	
Chemin de fer du Mississippi et de la Nlle-Orléans, consolidés, $32,000.....	7,700 00	
Prêts sur billets à demande, garantis par collatéraux.....	20,310 00	
Billets et comptes à recevoir.....		
2268,534 27.....	266,193 27	
Autre banque.....		
$117,518 19.....	106,459 34	
Autre banque.....		
$501,263 61.....	138,791 13	
Autre banque.....		
$44,000 43.....		
Jugements.....		
$35,000.....		
Immeubles.....	153,700 00	
En caisse.....	32,000 00—	$17,044 84
Déficit.....		$614,953 16

Les experts sont d'opinion que l'actif de la banque permet à celle-ci de payer 57 pour cent à ses passif, en outre les 15 pour cent qu'elle a déjà payés, mais pour obtenir ce résultat, il faudra la plus grande prudence.

Ils attribuent le déficit de plus de $600,000 presque entièrement à la dépréciation des propriétés foncières de la ville.

La sixième clause de la charte, contenant-ils, limite à 50 pour cent les prêts sur la valeur des propriétés, au comptant, et, néanmoins, il paraît que les directeurs l'ont violée depuis le commencement de l'existence commerciale de la banque. Les garanties ont pu sembler suffisantes à l'époque, mais les directeurs n'avaient pas le droit de s'écarter de la charte ; un résultat désastreux prouve qu'ils ont mal usé du pouvoir que la charte était aujourd'hui éludée, car il les prêts avaient été limités à 50 pour cent, l'institution eût toujours été dans une position indépendante et aurait pu, par les mêmes, se mettre à l'abri de pertes. L'expérience leur a coûté quelque chose, de qu'il été la dépréciation foncière n'a jamais fléchi de 50 pour cent en un ou deux ans, depuis la guerre.

Les experts croient que la banque était insolvable en 1875, époque du changement d'administration, mais ils ne veulent pas se prononcer et ont subi de pertes par suite de placements.

Ils condamnent énergiquement la politique par laquelle des valeurs fictives ont été gardées dans l'actif, par laquelle une dépréciation de $328,292 57 figure comme actif.

N'était l'acte de déposants de l'Etat et de déposants étrangers, ils auraient recommandé la reprise des opérations sous les auspices de quinze *trustees* choisis par les déposants ou de huit nouveaux *trustees* qui se joindraient à la *minorité* qui possède et administre l'actif en ce moment.

Mais comme il est probable que la cour des Etats-Unis nommera bientôt des receivers, les experts recommandent aux déposants de désigner au tribunal deux personnes responsables en le priant de ratifier le choix. Le juge accueillera peut-être la demande avec faveur, et le peu qui reste du New Orleans Savings Institution serait dignement administré.

Le rapport des experts a été adopté, mais avec un amendement qui déclare que l'assemblée regrette tout projet de livrer l'actif de la banque à des receivers.

Une résolution organisant le calme d'épargnes en une banque d'actions, au capital de $500,000 ou davantage—actions que devraient constituer les dépôts a été rejetée.

M. McConnell a proposé d'autoriser les *trustees* actuels de l'institution à agir au nom des déposants. Sa motion a été adoptée.

M. McConnell a été chargé de veiller à ce que la question de la liquidation ne soit point portée devant les tribunaux.

Une résolution du Dr Knapp demandant les noms des personnes qui ont retiré leurs dépôts, du 21 au 28 février, a été adoptée, après de longs, de très orageux débats, et le président du comité des experts a donné la liste suivante :

21 février.

L. Clark.....	$4925
C. B. Asseo.....	5392
A. Buzs.....	2000
24 février.	
A. B. Miles.....	2240
M. A. Skinner.....	2152
Escoffer.....	2000
E. Meig.....	2000
27 février.]	
Mme A. H. May.....	3112
Mme W. Shelil.....	9610
R. Saw.....	2106
C. H. Shelitser.....	2000
Lasalle.....	2000
M. Harry.....	2000
J. Loring.....	2200
T. L. Sagg.....	2600
28 février.	
W. Smilder.....	2000
T. Knoop.....	2500
M. T. H. Adam.....	6400
H. Bernard.....	4255
C. M. M. Eder.....	2000
F. C. Boyer.....	6000
R. A. Bourk (pour la succession O'Dery).....	24000

L'assemblée s'est ensuite ajournée.

Médecine et pharmacie.—Les examens de la quarante-cinquième session de l'école de médecine de l'Université de la Louisiane, ont lieu hier, en présence d'un nombreux auditoire.

Voici les noms des étudiants qui ont reçu leur diplômes :

Mérite.—MM. Paul D. Bernad, La.; W. Childs, La.; Jas. G. Coleman, Ark.; Jno E. Collada, Cuba; Thos. S. Debney, La.; Louis T. Donaldson, La.; Thos. Dunlap, Ky.; Hugo A. Gobert, La.; Jno. B. C. Gazzo, La.; Arthur Guilbeau, La.; Rich'd F. Harrell, La.; Thos J. Harrison, La.; George Hunter, Texas; Jos S. Jones, La.; Jas. T. Kilpatrick, Texas; R. C. McCullough, La.; F. B. Mutchler, jr., La.; G. Wm. Martin, La.; Jos Moody, Texas; Abraham H. Moss, La.; Fred. W. Parham, La.; Oliver E. Quinn, Miss.; Saml T. Rawlins, La.; W. S. Renshaw, Va.; E. Sauvageau, La.; Chas. E. Shepherd, La.; J. A. Snead, Texas; C. P. Tubbs, Ark.; Wm. D. Vance, La.; W. L. Van Horn, La.; J. N. Williamson, Texas; J. A. Wright, Iowa.

Honorable mention.—Wm H. Allmand, La.; John Bishrord, La.; Henry Berlin, La.; Domingo Berdie, La.; Michael T. Bevelin, La.; Chas Gehlbach, La.; Wm Greve, La.; Julius Koch, La.; Euclide Lafigue, La.; Geo. McNulty, La.; Jacob M. Maher, La.; Abraham H. Moss, La.; J. H. G. Newton, La.; Leo Rohr Thorne, La.; Wm L. Tigne, La.; Chas Wright, La.; Jno Ocsrdge, La.; J. N. Williamson, Texas.

Voyages remarquée par honneurs de l'examen sur des admissions :

J. C. Dorsy à R. B. Mitchell, un terrain pour les besoins qui s'y trouvent, compris entre les rues Bourgogne, Tchoupitoulas et Annunciation, avec les constructions y élevées, sur 100 pieds de front sur 120 de profondeur, pour le prix de $10,000 ; Mme Phillip J. Dubreuil à D. Gray, un terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent, compris entre les rues Bourgogne, Roman, Marais, Dauphine et Burgundy, pour le prix de $7,000 ; Mme Sylvia C. Gaines à Geo. A. Pinn, un terrain, avec les bâtisses qui s'y trouvent, compris entre les rues Dryades, Gasquet, Prytania et Foucher, pour le prix de $5